

« Libérons nos corps, nos terres, nos territoires »

Amélie-Anne Mailhot

Numéro 777, mars-avril 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/73692ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mailhot, A.-A. (2015). « Libérons nos corps, nos terres, nos territoires ». *Relations*, (777), 6-7.



L'auteure est doctorante à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa

parfois des années pour un suivi relatif au développement... de l'enfant!

À certains endroits, on tente de régler ce problème en resserrant les critères d'admissibilité aux programmes offerts par les CSSS, une stratégie qui permet de réduire les listes d'attente et de justifier la diminution du nombre de postes. Il devient ainsi plus aisé de dire qu'on ne réduit pas les services, mais dans les faits, on limite considérablement leur accessibilité. Les organismes communautaires tentent alors de suppléer aux besoins. Alors qu'ils devraient jouer un rôle complémentaire à celui du réseau public, ils s'y substituent.

En réalité, les services que l'on supprime maintenant ne sont que des coûts reportés. En effet, en retirant des services de première ligne – touchant la prévention, le soutien à domicile et le suivi en santé mentale notamment –, le gouvernement va à l'encontre de l'avis des experts des systèmes de santé et des cliniciens qui réitèrent que c'est en investissant à ce niveau que l'on parvient, à terme, à réduire les coûts. Une personne ne recevant pas ces services dans un délai raisonnable passera inévitablement par l'urgence et sera éventuellement hospitalisée en raison de l'aggravation de son cas, ce qui coûte beaucoup plus cher. Un jeune que l'on abandonne aujourd'hui à sa détresse ne saura pas contribuer positivement à la société de demain, pouvant devenir un fardeau et même une menace.

L'héritage à laisser aux générations qui nous succéderont ne se résume pas à une colonne de chiffres. Il est mal avisé de la part du gouvernement de se laisser guider uniquement par des objectifs économiques immédiats, sans considérer le vaste ensemble de connaissances et de compétences qui pointe en direction contraire. ●

« Libérons nos corps, nos terres, nos territoires »

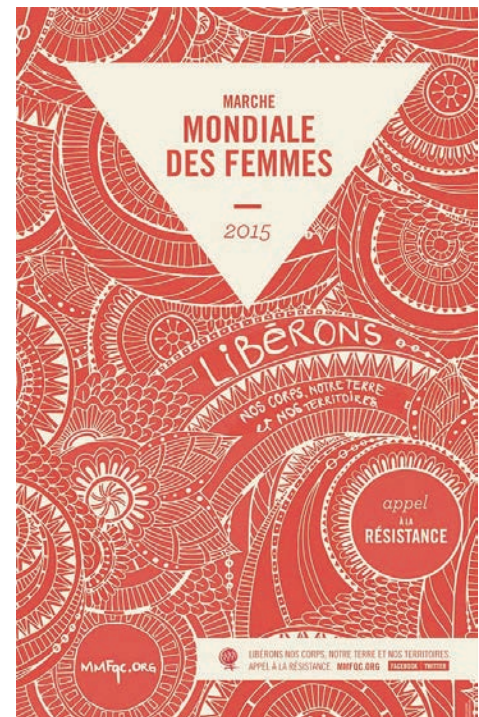
La Marche mondiale des femmes 2015 s'inscrit dans un mouvement de solidarité avec les luttes autochtones.

AMÉLIE-ANNE MAILHOT

La Journée internationale des femmes, le 8 mars dernier, a été l'occasion de donner le coup d'envoi aux actions liées à la Marche mondiale des femmes (MMF) de 2015, qui culminera avec un grand rassemblement à Trois-Rivières, le 17 octobre prochain. C'est dans la foulée de la marche *Du pain et des roses*, en 1995, qu'est née l'idée de tenir, tous les cinq ans (les trois premières éditions ont eu lieu en 2000, 2005 et 2010), une marche internationale en solidarité avec toutes les femmes. Sous la bannière de la lutte contre la pauvreté, le mouvement a depuis fédéré les préoccupations des femmes de diverses origines et conditions, regroupant des organisations de la base et des militantes de plus de 50 pays, dans un souci constant de réfléchir aux conditions de la liberté et de l'autonomie pour toutes.

En toute cohérence avec cette mission, le thème de cette année, « Libérons nos corps, nos terres et nos territoires », met l'accent sur l'importance de lutter contre les effets combinés des différents systèmes d'oppression que sont le colonialisme, le patriarcat et le capitalisme.

L'imbrication de ces systèmes d'oppression et des violences faites au territoire et au corps des femmes est soulevée depuis longtemps par les analyses et les luttes politiques de plusieurs femmes autochtones. La condition de la solidarité, pour elles, est la reconnaissance des violences de l'État et de sa structure de souveraineté liée à l'économie de marché, et incidem-



ment des effets dévastateurs de la colonisation sur leurs communautés, leurs corps, leurs territoires. Dans cette optique, la première des solidarités réside d'abord dans la reconnaissance de l'autonomie des peuples autochtones et de leurs droits ancestraux sur le territoire. Cette reconnaissance exige la remise en question radicale des systèmes économiques et politiques qui reproduisent la structure du colonialisme encore aujourd'hui. C'est dans ce contexte qu'il faut saisir la campagne actuelle, menée par des femmes autochtones, dénonçant les violences structurelles qui ont mené à la disparition et à l'assassinat de centaines de femmes autochtones au Canada.

Prendre acte de cette violence, c'est aussi réfléchir à ce qui pourrait constituer la base d'une condition commune



en vue de créer des solidarités nouvelles et d'approfondir les solidarités existantes. C'est le défi que les luttes féministes, partout dans le monde, ont commencé à relever, et que la Marche mondiale des femmes de 2015 met de l'avant.

L'exploitation extractive intensive des territoires, notamment autochtones; la marchandisation de la terre et des êtres vivants, humains et non humains; la marchandisation et l'exploitation du corps des femmes; l'exclusion politique systématique de différentes catégories de personnes: ces situations relèvent toutes d'une même logique basée sur une conception des relations à la terre et aux êtres vivants qui est hiérarchique, exclusive, individualiste et animée d'une volonté d'accumulation. Cette conception de la vie, fondée sur des rapports de domination et de subordination, crée des injustices et des inégalités structurelles qui nous dépossèdent collectivement des moyens de produire et de reproduire la vie (se nourrir, se loger, aimer, rêver, penser, soigner, connaître). Cette année, le thème de la Marche mondiale des femmes nous invite donc à une profonde remise en question de nos manières de produire, d'habiter le territoire, d'être en relation, de concevoir la connaissance et la vie politique.

Libérons-nous, cela signifie en effet prendre acte des formes de contrôle et d'oppression que l'on subit, mais aussi de celles que l'on participe à recon-

duire. Cela signifie également agir pour réclamer et revaloriser concrètement les savoirs et les manières de faire dévaluées par les institutions patriarcales, hiérarchiques et capitalistes, dévaluées *parce que* créatrices de justice et de liberté partagée, inclusive, plurielle.

Lutter contre la marchandisation des moyens de produire et de reproduire la vie; valoriser les savoirs et les modes de vie alternatifs et ne plus accepter l'exclusion, les inégalités, l'injustice: les actions liées à la Marche mondiale des femmes nous proposent d'ores et déjà d'amorcer la réflexion en

ce sens et de la porter avec nous jusqu'au grand rassemblement d'octobre. À cet effet, un texte de réflexion et des outils d'éducation populaire sur le thème « Libérons nos corps, nos terres, nos territoires » sont déjà proposés sur le site de la MMF¹. On y trouve également des suggestions d'actions à poser en solidarité avec les femmes autochtones, dans le dossier des femmes autochtones disparues et assassinées. ●

1. Voir: <mmfqc.org>.

Une blessure qui mobilise

L'enlèvement et l'assassinat présumé de 43 étudiants, en septembre dernier, secouent encore le Mexique et mobilisent sa population.

GABRIEL MENDOZA ZÁRATE*

La nuit du 26 septembre 2014, des policiers et des criminels ont assassiné trois étudiants et en ont enlevé 43 autres à Iguala, dans l'État de Guerrero au Mexique. Ils provenaient tous de l'École normale rurale d'Ayo-

tzinapa. Très vite, la nouvelle souleva une vive indignation dans la population mexicaine. Deux jours plus tard, des étudiants de l'école rurale et des enseignants de la Coordination régionale des travailleurs de l'éducation de Guerrero sortirent dans la rue pour appeler les organisations sociales et de

L'auteur, jésuite et sociologue, collabore au Centro de derechos humanos Miguel Agustín Juárez à Mexico

